

La Coopération Agricole soumet ses propositions aux candidats à l'élection présidentielle

Les coopératives agricoles disposent de tous les atouts nécessaires à la reconquête de la souveraineté alimentaire de la France. La Coopération Agricole va tenir son congrès annuel ce 15 décembre. A cette occasion, elle présentera sa plateforme présidentielle avec des propositions pour la souveraineté alimentaire de la France et une croissance responsable.

🕒 Publié le 14 décembre 2021 - Par MA Carré



« Le citoyen et consommateur français n'accepte pas d'avoir l'outil de production dans son environnement » constate Dominique Chargé. Ce sujet de l'acceptabilité sociétale des activités agricoles et agroalimentaires sera au cœur des débats du congrès de La Coopération Agricole.

© La Coopération Agricole

A l'approche de l'élection présidentielle, **La Coopération agricole** a décidé de prendre part au débat. A la veille de son congrès annuel, elle présente ce 14 décembre ses propositions « pour une souveraineté alimentaire par une croissance responsable ». Dans un document de 6 pages intitulé « **Produire local, agir global** », elle analyse la situation actuelle et livre des pistes y parvenir.

Dominique Chargé, président de La Coopération Agricole constate que la France « a perdu sa position de premier exportateur agricole au sein de l'UE en 2018 et devrait perdre son excédent agricole et agroalimentaire pour la première fois de son histoire contemporaine en 2023 ». Dans cette conjoncture actuelle, l'inflation « inédite » des matières premières est le « point central de notre inquiétude », souligne-t-il. Le président de la coopération déplore « une perte de marge et une inflation historique ». D'où la nécessité d'un « sursaut collectif ».

Produire plus, mieux et durable

Pour y parvenir, la coopération veut déployer un plan d'actions en trois grands axes.

- Produire « plus », pour répondre à la demande de tous les marchés. La coopération veut en particulier favoriser l'approvisionnement français pour la restauration hors domicile. Il faut également réduire la dépendance française aux protéines végétales importées et réduire les distorsions de concurrence.
- Produire « mieux », pour assurer la conduite des transitions écologiques et assurer la décarbonation de la filière. Sur ce point « nous avons besoin d'un accompagnement fort des pouvoirs publics » affirme Dominique Chargé. Le président de la coopération évoque aussi les « innovations de rupture », numériques, génétiques ou robotiques doivent permettre de répondre à ces objectifs.
- Produire « durable », pour pérenniser l'activité de nos territoires. Le président de la coopération souligne l'importance de mieux rémunérer les producteurs afin qu'ils puissent vivre de leur métier. Il faut également mieux gérer les risques climatiques et sanitaires et assurer notamment les ressources en eau. Enfin, il est nécessaire d'attirer les compétences pour assurer le renouvellement des générations.